

# Attention, la « démocratie participative » est un leurre, un piège à faire des cocus

écrit par Christine Tasin | 5 février 2019



Voilà que des penseurs ou autoproclamés censeurs ont découvert l'eau chaude, le remède à tous les maux dont nous souffrons... le RIC, le tirage au sort d'une Constituante, la démocratie participative...

Il faut raison garder et ne pas se laisser détourner du seul et vrai combat à l'origine de la révolte des Gilets Jaunes, le pouvoir d'achat (et, avec le pouvoir d'achat, s'attaquer aux sources de dépenses somptuaires comme l'immigration).

Après un premier article au sujet du tirage au sort :

<http://resistancerepublicaine.com/2019/02/04/reponse-dune-citoyenne-fiere-de-letre-a-un-etienne-chouard-qui-pietine-nos-institutions/>

Voici, simplement, un rappel, un article que j'avais écrit en 2011, au sujet de la démocratie participative, avec l'exemple de Dijon.



## Dijon : comment la gauche détruit la démocratie au moyen de la « démocratie participative »

On se souvient de la campagne calamiteuse de Ségolène Royal en 2007 et du mot magique « démocratie participative » qui allait, paraît-il, redonner le pouvoir au peuple... Nous avons dit(1), à l'époque, pourquoi ce système était anti-républicain et nous en voyons actuellement les dérives.

Prenons l'exemple de ce qui se passe à Dijon, la Mairie a déposé dans toutes les boîtes à lettres un dépliant couleur sur papier glacé (au diable l'avarice, les Dijonnais n'ont

qu'à payer...) pour « *inviter les habitants à se porter candidat pour participer aux commissions de quartier* ».

On y apprend que la ville de Dijon a créé, depuis 2002 (et la loi qui a encouragé ces pratiques), trois conseils de quartier qui regroupent chacun trois commissions de quartier, constituant « *des assemblées locales consultatives oeuvrant comme force de proposition. Elles sont appelées à donner un point de vue aux élus sur les attentes et sur les besoins de la population, sur les choix et sur les priorités qui retiennent leur attention et tous les habitants sont invités à se rendre à leurs réunions.* » Chacune des commissions comporte trente membres tirés au sort parmi les habitants volontaires, six élus, une personne qualifiée et deux anciens élus du conseil municipal d'enfants.

Je suppose que bien des lecteurs se disent qu'après tout, puisqu'on se plaint toujours que les élus soient loin du peuple, c'est peut-être une façon de faire entendre la voix de celui-ci...

**Bien au contraire, il me semble qu'il s'agit là d'une dérive dangereuse qui remet en question la démocratie représentative qui est un des fondements de notre constitution et la République (ou recherche du bien commun).**

La démocratie représentative est sans doute « le pire des systèmes à l'exception de tous les autres » mais on n'en a pas trouvé d'autre qui puisse nous assurer et du libre choix du peuple de son avenir, et de sa liberté de changer de gouvernement et de politique, puisque les élections obligent les candidats à présenter leur projet et que s'ils trahissent leurs promesses ils encourent la sanction des urnes.

C'est ainsi qu'un Sarkozy qui a fait en 2007 une très belle campagne républicaine, promettant le respect du vote du peuple de 2005, la défense de la République, de la laïcité, et de la souveraineté de la France a immédiatement après son élection

fait le contraire, faisant ratifier avec la complicité du PS le Traité de Lisbonne, double exact du T.C.E. de 2005, mettant la France sous la tutelle de l'OTAN et accordant une place et un rôle démesurés aux religions, en pleine contradiction avec la loi de 1905, entre autres... L'heure de son bilan complet approche, il paraît légitime que le peuple, échaudé et trahi, ne votera pas à nouveau pour lui, comme ce fut le cas en 2002 quand Jospin paya dans les urnes ses trahisons : signature à Barcelone et à Lisbonne de la retraite à 67 ans, privatisation et mise en concurrence de l'énergie... Il paraît légitime également que le peuple ne vote pas, à nouveau, pour le PS qui non seulement n'a pas changé d'un iota depuis 2002 son projet de société, sa dévotion à Bruxelles et ses orientations libérales, mais au contraire en a accentué tous les dangers puisque le projet de Martine Aubry c'est, carrément, « une autre civilisation » et celui de Strauss Kahn, qui faisait/fait courir toute la gauche, de Mélenchon à Hollande, c'est la prime à la régularisation des sans-papiers, le vote des étrangers aux élections locales et le chouchoutage de la diversité, seule capable d'apporter des voix à un parti que boude le peuple, et on sait bien pourquoi !

Bien sûr, depuis Trente ans on se désespère de voir le peuple persister à voter toujours pour les mêmes, système du bipartisme et matraquage médiatique oblige, mais la révolte se fait jour et l'on pourrait passer d'une abstention forte à un vote massif sur un candidat en-dehors du système, ce qui serait un juste retournement de situation. Il n'empêche que nous avons, encore (jusqu'à ce que Bruxelles nous l'enlève totalement et c'est ce qui se passera si c'est à nouveau l'UMPS qui l'emporte en 2012) ce pouvoir et que nous pouvons, un tant soit peu, choisir des programmes, des projets et des hommes pour les appliquer et nous représenter parce que nous n'avons pas le temps de le faire, emportés dans les tâches et soucis quotidiens.

Or, la démocratie participative mise en place dans

les quartiers est redoutable : vous avez là des commissaires de quartier qui ne sont là que parce qu'ils se sont portés volontaires et qu'ils ont été tirés au sort et non parce que, connus et reconnus pour leurs compétences, leur bon sens, ils pourraient représenter efficacement la « vox populi ». Ce qui suppose que les plus dangereux, les plus anti-républicains ou les plus racistes, par exemple, peuvent se retrouver écoutés et suivis par la Mairie grâce au hasard... Ce système tue la démocratie et n'en est pas une.

Qui plus est, les réunions de quartier ouverts à tous sont une sinistre pantalonnade : qui a le temps de s'y rendre et donc de décider en fonction de ses intérêts propres ou ceux de sa classe d'âge par exemple sinon les retraités ou les étudiants ? Quid de ceux qui ont le plus besoin de structures et auraient le plus besoin d'être entendus, les pères et mères de famille ?

C'est ainsi que l'on développe et encourage les revendications communautaristes et identitaires... c'est donc ainsi que l'on fait disparaître, délibérément, la notion de bien commun et donc la République. Et c'est une municipalité qui se dit de gauche qui a mis cela en place...

**Christine Tasin**

<https://ripostelaique.com/dijon-comment-la-gauche-detruit-la-democratie-au-moyen-de-la-democratie-participative.html>

(1) la note renvoyait dans l'article original à un article de fond sur la démocratie participative paru sur le blog (1) <http://christinetasin.over-blog.fr/article-10107554.html>, blog depuis censuré et fermé.